

*Canagrex*

international par la qualité de leurs produits et que cette guerre actuelle des subventions entre gouvernements cessera un jour. L'aide des partis d'opposition nous serait utile à cet égard. Si nous formions une force de pression canadienne unie, si les députés néo-démocrates et libéraux déclaraient qu'il nous faut ces mesures au GATT, cela rendrait service au Canada et à sa collectivité agricole. Au lieu de cela, l'opposition prétend que rien n'a été fait alors qu'elle sait parfaitement que c'est faux. J'estime que ce n'est pas là une façon très responsable de traiter la collectivité agricole ni de discuter de toute la question de Canagrex.

Je voudrais revenir sur les observations que le ministre a faites aujourd'hui. Il a fait savoir que l'avenir du secteur agricole ne dépend pas nécessairement de la construction d'un nouvel immeuble. Trop souvent dans le passé, les gouvernements ont eu tendance à créer des organisations et des organismes spéciaux, alors qu'il aurait suffi qu'ils fassent preuve de plus de dynamisme et d'initiative.

● (1700)

La création de Canagrex par le précédent gouvernement démontre parfaitement bien cette tendance. Plus tôt aujourd'hui, le ministre a déclaré et démontré que Canagrex a été créé pour remplir des fonctions dont pouvaient tout aussi bien s'acquitter les organismes existants, notamment l'Office des produits agricoles, le ministère des Affaires extérieures, la Société pour l'expansion des exportations et Agriculture Canada. Pour prouver ce que j'avance, madame la Présidente, il suffit d'examiner les réalisations du gouvernement actuel dans le domaine du commerce agricole depuis sa formation il y a deux ans. Le gouvernement a en effet accompli des progrès tangibles dans l'expansion des marchés étrangers pour les produits et les services agricoles canadiens et ce, sans l'aide de Canagrex, sans nouvel organisme, sans millions de dollars de plus et sans chevauchement coûteux de services. Le gouvernement actuel a plutôt fait un usage efficient et efficace des ressources et de la main-d'oeuvre existants et je suis convaincu que les contribuables canadiens se réjouissent d'une telle initiative. Les résultats ont été obtenus grâce à une plus grande coopération et à une meilleure coordination entre les organismes fédéraux et les gouvernements provinciaux. J'ajouterai entre parenthèses que ce seul point tranche radicalement avec les méthodes de l'ancien gouvernement qui dédaignait le rôle des provinces. Au cours de notre première année de mandat, nous avons rencontré nos homologues provinciaux plus souvent que l'ancien gouvernement ne l'a fait pendant ses quatre années d'existence. Pour que le Canada se porte bien, il faut que les secteurs de compétence partagée fonctionnent bien et il se trouve que l'agriculture est l'un de ces secteurs.

La première livraison commerciale de plants de fraisiers canadiens est partie pour l'Espagne le 7 octobre en provenance de deux pépinières de la Nouvelle-Écosse. La vente de ces plants est le résultat direct de la coopération avec le secteur privé en vertu de l'accord de développement de l'agro-alimentaire entre le Canada et la Nouvelle-Écosse. Ce sont les premières expéditions du Canada à entrer sur le marché espagnol des fraisiers et d'autres ventes suivront probablement.

Au cours des derniers mois, les producteurs des provinces maritimes ont trouvé de nouveaux consommateurs pour leur foin au Royaume-Uni et aux États-Unis. Grâce à une aide fédérale et provinciale accordée dans le cadre d'accords de développement économique et régional et grâce à l'appui du Fonds du gouvernement fédéral pour l'expansion des exportations, cette industrie en pleine croissance a pu convaincre les acheteurs étrangers de la qualité et de la valeur de son produit, surtout comme fourrage pour les chevaux de course. La part du Canada dans ce marché très spécialisé augmente régulièrement, les producteurs de l'Ontario fournissant maintenant en Floride. Il reste encore d'immenses possibilités à exploiter.

Le Canada a récemment fait son entrée sur les marchés soviétiques des vaches laitières reproductrices et du sperme, qui sont lucratifs. Travaillant ensemble avec l'aide du Fonds pour l'expansion des exportations, les représentants du gouvernement fédéral, des provinces et de l'industrie ont monté une campagne qui pourrait se traduire par des ventes de plusieurs dizaines de millions de dollars pour les éleveurs canadiens de bestiaux. On a aussi utilisé le Fonds pour l'expansion des exportations pour aider des représentants des secteurs public et privé à trouver de nouveaux débouchés pour les reproducteurs porcins et le sperme de porc en Amérique du Sud. Je le répète, la percée actuelle pourrait très bien entraîner des ventes plus importantes à l'avenir.

Permettez-moi d'ajouter encore une fois que malgré tous les succès que nous remportons dans ce domaine, le parti libéral et le Nouveau parti démocratique voudraient encore bâtir une autre tour de bureaux et la remplir de fonctionnaires et, dans les temps plutôt difficiles que nous vivons, au lieu de faire travailler ensemble les organismes actuels, ils brandiraient un symbole qui pourrait faire bonne impression sur leurs électeurs et leur faire croire qu'ils s'occupent de leurs intérêts. Nous ne voulons pas nous nourrir de faux-semblants ou de symboles. Nous préférierions regarder les résultats et prouver noir sur blanc que nous avons réussi et que la réussite est éloquent.

Par l'entremise du Fonds pour l'expansion des exportations, Agriculture Canada a aussi noué des liens très fructueux avec des entreprises canadiennes d'ingénierie spécialisées dans la machinerie agricole et la machinerie de traitement des produits agricoles. Plusieurs acheteurs étrangers ont acheté des machines canadiennes pour les essayer, et on s'attend à ce qu'ils en achètent d'autres. L'expansion de cette industrie favoriserait la diversification économique que le gouvernement du Canada poursuit depuis longtemps. Ces ventes touchent un grand nombre de produits et de pays différents mais elles découlent, en fin de compte de la même source: l'habileté et l'imagination des gens de ce secteur et des fonctionnaires provinciaux et fédéraux. Voilà ce dont les secteurs de la production et de la transformation ont besoin aujourd'hui; ils n'ont pas besoin de nouveaux organismes, ni de nouveaux édifices ni de nouveaux fonctionnaires mais d'une commercialisation innovatrice et dynamique qui nous permettra de réaliser notre potentiel de pays exportateur sans augmenter le fardeau du Trésor public.